

26 sep 2003 -17:00

Conseil des Ministres du 26 septembre 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 26 septembre 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 26 septembre 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

A l'issue du Conseil, le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions, à savoir :

- L'approbation de l'avant-projet de loi instaurant une déclaration libératoire unique. Le texte de cet avant-projet de loi est transmis, pour avis, au Conseil d'Etat de même que l'avant-projet de loi concernant le blanchiment de capitaux (Communiqué 4). Pour rappel, il s'agit de transposer la législation européenne relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux. Les textes seront adaptés aux remarques éventuelles du Conseil d'Etat, en principe lors du Conseil des ministres du lundi 13 octobre. Le Premier Ministre a encore mis en évidence :- l'avant-projet de loi sur le mandat d'arrêt européen (communiqué 20),- l'avant-projet de loi sur le financement du terrorisme transposant la législation européenne dans le droit belge (communiqué 40),- le projet d'arrêt royal concernant le corps de sécurité (communiqué 21).
- Guy Verhofstadt a aussi résumé la position du Gouvernement belge par rapport à la Conférence intergouvernementale qui s'ouvre le 4 octobre à Rome. La Belgique considère que le compromis institutionnel issu de la convention, même s'il n'est pas parfait, est équilibré et souhaite que cet équilibre soit conservé.

Le Conseil des Ministres a encore approuvé les points suivants :

- un projet d'arrêt royal portant démission honorable du directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (communiqué 7) ;
- un projet d'arrêt royal autorisant les services du Parlement flamand à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques (communiqué 8) ;
- l'utilisation d'une procédure négociée pour l'attribution du marché relatif au déménagement du service ICT des Services généraux du SPF Intérieur (communiqué 9) ;
- une liste d'engagements juridiques destinés à assurer la continuité du service public au SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement (communiqué 17) ;
- la conclusion d'un marché pluriannuel (2003 - 2005), pour l'achat de pièces de rechange, la formation et l'entretien du matériel de protection anti-incendie et du matériel de protection respiratoire (communiqué 18) ;
- un avant-projet de loi qui étend la compétence des juges de paix d'Eupen et de Saint-Vith en matière de procédures d'internement (communiqué 19) ;
- un avant-projet de loi réprimant la fraude relative au kilométrage des véhicules (communiqué 23) ;
- l'attribution au Bureau fédéral du Plan, via une convention cadre, d'un marché de services concernant les activités de support à la politique fédérale de mobilité et des transports (communiqué 24) ;
- l'appel aux services du bureau d'avocats Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton, sous la direction de M. Meyer, pour faire face aux opérations stratégiques et/ou d'opérations de marché de capitaux se rapportant à Belgacom (communiqué 25) ;
- la conclusion d'un contrat de location d'une superficie de 280 m² dans le bâtiment Stationstraat, 66, à Lanaken, pour les besoins du SPF Finances - Contrôle TVA (communiqué 26) ;
- un avant-projet de loi modifiant la loi fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public (communiqué 27) ;
- un projet d'arrêt royal relatif à l'allocation de compétences (communiqué 28) ;
- un projet d'arrêt royal relatif à la désignation, à l'exercice et à la pondération des fonctions de management dans les institutions publiques de sécurité sociale (communiqué 29) ;
- un projet d'arrêt royal déterminant les modalités de publication des vacances et du dépôt des candidatures pour la Commission fédérale pour la recherche médicale et scientifique sur les embryons in vitro (communiqué 30) ;
- un projet d'arrêt royal concernant les mesures de dispense des prestations de fin de carrière (communiqué 31) ;
- un projet d'arrêt royal modifiant l'arrêt royal portant promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand (communiqué 32) ;
- un avant-projet de loi accordant

des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public (communiqué 33) ;- un avant-projet de loi relatif à la protection contre le faux monnayage (communiqué 34) ;- l'introduction d'une offre auprès de la république Tchèque pour proposer des avions de type F-16 avec le support logistique, formation et tous les équipements connexes (communiqué 37) ;- un avant-projet de loi approuvant la contribution de la Belgique à la treizième reconstitution des ressources de l'Association internationale de Développement (IDA en anglais) (communiqué 38) ;- un avant-projet de loi sur la participation de la Belgique à la neuvième reconstitution des ressources du Fonds africain de Développement (FAD) (communiqué 39).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be